



ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN
CRÉPEIL

Au prix fort

Dissons d'abord un doute : ce n'est pas parce que les règles budgétaires des États seraient assouplies pour les dépenses d'armement que les montants colossaux annoncés deviendront indolores pour les peuples d'Europe. Ce que le militarisme engoutira, les dirigeants européens se feront un devoir de le faire rembourser au prix fort par des coupes budgétaires ou des prélèvements nouveaux. On a vu, depuis la crise du Covid, ce qu'Emmanuel Macron entendait réellement par sa formule du « *quoi qu'il en coûte* » : c'est sur le fruit du travail et les prestations de chacun qu'il entend récupérer cette dette en décrétant l'austérité à perpétuité.

Les 800 milliards de crédits annoncés par Ursula von der Leyen (l'équivalent du quart de la dette publique de la France) comme les 3,5 % de PIB auxquels notre chef de l'État prétend hausser le niveau des dépenses de défense nationale (soit 40 milliards d'euros annuels supplémentaires) auront un coût social, éducatif, sanitaire exorbitant, à l'heure où les finances publiques sont déjà exsangues et où les plus modestes sont montrés du doigt. Demain, les allocataires, les services publics et les bénéficiaires de subventions diverses seront-ils accusés de compromettre la sécurité du continent par l'effort financier dont ils priveront nos armées ?

La hausse des dépenses militaires aura un coût social, éducatif, sanitaire exorbitant.

Le point est d'autant plus amer qu'on distingue mal au service de quelle paix durable cet argent sera investi. On ne conjurera pas les menaces de guerre en compensant le désengagement militaire des États-Unis. Si cela suffisait, l'investissement dans le parapluie américain du temps où l'Alliance atlantique fonctionnait aurait dû dissuader la Russie d'envahir l'Ukraine, et l'aide de l'Europe et des États-Unis à Kiev aurait dû contenir les ambitions de conquête de Poutine. L'échec sur ces deux fronts doit inciter les Européens à changer de paradigme. La paix s'obtient d'abord par des moyens de paix, ce qui appelle un renouveau de la diplomatie et des cadres de discussion collective, tels que la tenue d'un Helsinki. Il propose par les députés communistes. Autant de pistes qui n'ont pas été anticipées, malgré les signes annonciateurs d'un lâchage de l'Europe bien avant l'élection de Trump. ■

La course folle à l'armement de l'Europe

GUERRE Les dirigeants de l'UE se réunissent, ce jeudi, à Bruxelles, pour examiner le plan de 800 milliards d'euros de dépenses militaires présenté par la Commission. Une étape historique dans l'engrenage belliciste, au détriment de toute réflexion stratégique et de l'action diplomatique.

Une semaine, une éternité. Le sommet européen extraordinaire consacré à la défense et à l'Ukraine, qui se tient ce 6 mars à Bruxelles, a été convoqué le 26 février par le président du Conseil, Antonio Costa. Mais, en quelques jours seulement, le contexte a radicalement changé. Entre-temps, Volodymyr Zelensky a été humilié dans le bureau Ovale lors d'une altercation déjà historique, puis Donald Trump a brutalement suspendu l'aide militaire États-Unie à l'Ukraine, afin de le forcer à accepter un accord sans conditions. Et l'Europe semble découvrir, éffarée, dans l'improvisation la plus totale, les conséquences pourtant prévisibles du retour au pouvoir du président à la casquette Maga (« Make America Great Again »). « Les dirigeants européens semblent découvrir qui est Trump », siffle Jean-Marie Collin, le directeur d'Ican France, consultant en matière de défense et de sécurité. Ce mercredi, le président ukrainien n'a pas eu d'autre choix que de faire acte de contrition, via un message sur les réseaux sociaux, où il s'est dit prêt à une trêve et à travailler « sous le leadership » des États-Unis. Lors du discours sur l'état de l'Union prononcé mardi soir, Donald Trump a présenté une missive envoyée par Zelensky comme un brandit un scalp : « Il est dit dans la lettre : "L'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible pour parvenir à une paix durable. Personne ne souhaite la paix plus que les Ukrainiens." »

Une négociation et une paix éventuelle en forme de reddition pour l'Ukraine, dépourvue de toute garantie de sécurité. Mais aussi pour les Européens, qui cherchent la riposte. Ce jeudi, à Bruxelles, en présence du président ukrainien, les dirigeants de l'UE examineront le plan massif présenté mardi par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Intitulé

Rearm Europe (Réarmer l'Europe), il consiste à se lancer dans une course effrénée aux armements d'un montant astronomique : 800 milliards d'euros. Selon l'Élysée, ce sommet est placé dans un « *moment très clair d'accélération de la défense européenne* » ; il doit aboutir à un accord, en attendant la publication du livre blanc de la Défense européenne, le 19 mars. Même son de cloche du côté d'Ursula von der Leyen, pour qui ce sommet s'inscrit dans « *l'ère du réarmement* », à la fois pour « *répondre à l'urgence à court terme d'agir et soutenir l'Ukraine, mais aussi pour répondre à la nécessité à long terme d'assumer davantage de responsabilités pour notre propre sécurité européenne* ». De quoi satisfaire les exigences de Trump, qui estime que l'Europe doit augmenter ses dépenses militaires pour atteindre 5 % du PIB.

PONCTIONS SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION

Le plan prévoit cinq mesures, notamment un paquet de 150 milliards d'euros de prêts aux États membres, assortis d'une ligne de crédit de 650 milliards d'euros, soit une moyenne de 1,5 point de hausse de la part du PIB consacrée aux dépenses militaires chaque année durant quatre ans, sans que cela soit pris en compte dans le fameux seuil de 3 % du PIB pour le déficit public, sacro-sainte règle d'or de l'austérité européenne. Des crédits seront fléchés vers la défense anti-aérienne, la protection antimissile, l'achat de drones et de munitions. Les Vingt-Sept envisagent aussi de réorienter une partie de l'argent alloué à la politique de cohésion, qui sert à réduire les écarts socio-économiques. Une véritable économie de guerre, au détriment des politiques sociales.

« Nous sommes dans une logique de confrontation. Les termes de guerre et de paix sont prononcés à la légère. »

JEAN-MARIE COLLIN, DÉPUTÉ EUROPEEN FRANÇAIS

Ce qui fait réagir Marc Botenga, député européen du parti du travail belge (PTB), « *C'est la première question que vous posez tous les citoyens : cela fait des années qu'on nous dit qu'il n'y a plus d'argent*



Le plan européen prévoit de flécher vers la défense anti-aérienne, la protection antimissile, l'achat de drones et de munitions.

pour rien, mais on peut "déverrouiller" – le mot est d'Ursula von der Leyen elle-même – 800 milliards ? D'autant que, sur le strict plan stratégique, « *il n'y a aucune analyse critique de la situation ou de l'argent dépensé annuellement* », poursuit l'eurodéputé, qui rappelle que les États membres de l'UE ont consacré 326 milliards d'euros à la défense sur la seule année 2024, à comparer avec les 230 milliards de la Chine et les 118 de la Russie prévus pour 2025. Pour Jean-Marie Collin, « *réarmer est une chose, mais pour quoi faire ? On est dans la facilité, les industriels sont ravis, mais on n'a aucune réponse sur la stratégie* ». Les dirigeants européens, de Macron à von der Leyen, pointent en chœur « *les menaces* », la Russie. « *L'Europe fait face à un danger clair et immédiat d'une ampleur qu'aucun d'entre nous n'a connu dans sa vie d'adulte* », écrit la présidente de la Commission européenne. Si le moment est certes historique, c'est aller un peu vite en besogne : née en 1958, Ursula von der Leyen a pourtant vécu des années de tension extrême, notamment au début des années 1980. Au fond, cette escalade guerrière masque mal l'absence de réflexion stratégique. C'est là « *toute la problématique*, estime Jean-Marie Collin. S'agit-il de faire face à la Chine, à la Russie, en tablant sur un retour à une relation transatlantique normale, quand Trump ne sera plus là ? Ou bien d'avancer seuls, avec les Britanniques, la Norvège, la Suisse ? Cette logique purement militaire laisse perplexité quant à la stratégie de sécurité envisagée par les dirigeants européens. Pour Marc Botenga, la menace russe « *doit être bien évaluée. La Russie a échoué à conquérir l'Ukraine. C'est tout qu'elle est une puissance nucléaire, avec une armée forte. Mais elle ne va pas partir d'Europe : elle était là avant et sera là après Poutine. Je ne lui fais pas confiance sur la non-utilisation de l'arme nucléaire, donc*

le désarmement et la désescalade devraient être des priorités ».

« *Nous sommes totalement dans une logique de confrontation* », relève Jean-Marie Collin. « *Comme le dit Sébastien Lecornu (le ministre français de la Défense – NDLR), "nous ne sommes plus en paix". Aujourd'hui, les termes de guerre et de paix sont prononcés à la légère*... » Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, avait également affirmé, le 17 février, que, si son homologue russe, Sergueï Lavrov, l'appelaient, il ne décrocherait pas son téléphone.

Et les dirigeants européens ne semblent pas enclins à penser en dehors de la relation transatlantique héritée de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Ce mardi, le vice-président de la Commission européenne, Stefan de Keersmaecker, a réaffirmé : « *En ce qui concerne les États-Unis, oui, ils sont un allié* ». Washington annonçait dans la foulée l'interdiction au Royaume-Uni, pourtant son allié le plus proche en Europe jusque-là, le partage des renseignements américains avec l'Ukraine.

100 000 SOLDATS AMÉRICAINS SUR LE VIEUX CONTINENT

Ce basculement géopolitique demeure un impensé européen. « *Aujourd'hui, on raisonne selon les paramètres américains* », analyse le général Olivier Kempf, directeur du cabinet stratégique la Vigie, pour qui « *tout le problème qui se pose à l'Europe est un affaiblissement potentiel du lien transatlantique* ». Ce qui revient à poser la question primordiale de l'Otan et de la présence américaine sur le continent, actuellement de 100 000 soldats. « *Nous sommes critiques de l'Otan depuis de nombreuses années,*

« Ce dont nous avons besoin, c'est d'un cadre de sécurité collective. Plus d'armes ne signifie pas plus de sécurité. »

MARC BOTENGA, EURODÉPUTÉ BELGE (PTB)

rappelle Marc Botenga, précisément car cela nous met à la remorque des États-Unis. » Pourtant, même s'ils sont en passe de comprendre que la Russie n'acceptera jamais une entrée de l'Ukraine dans l'Alliance atlantique, « *les Britanniques et les Français tentent d'obtenir le même résultat en contournant le problème : offrir aux Ukrainiens des garanties de sécurité de type Otan sans adhésion réelle* », analyse le chercheur américain en stratégie Dan de Petris.

Enfin, tout un pan reste un angle mort : la diplomatie et la sécurité collective. « *L'Europe, avec de la coordination, peut poser un cadre qui passerait par la diplomatie, les Nations unies aujourd'hui négocie, le désarmement, notamment nucléaire... Tout cela est mis de côté* », déplore Jean-Marie Collin. Les discours martiaux se succèdent, l'heure est au son des canons comme elle fut hier au bruit de bottes. Pourtant, « *ce dont nous avons besoin, c'est d'un cadre de sécurité collective, estime Marc Botenga. Plus d'armes ne signifie pas plus de sécurité. La logique de blocs garantit l'état de guerre permanent : c'est là qu'est le choix* ». Le processus d'Helsinki mis sur pied en 1975, puis l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, aujourd'hui au point mort, les Nations unies, le désarmement, la diplomatie : les pistes sont là, et, comme le rappelle l'eurodéputé PTB, « *si cette rhétorique a été possible sous la guerre froide, alors c'est possible aujourd'hui. L'opportunité existe. Malheureusement, je ne vois que cette frénésie folle de course à l'armement* ». Il est encore temps de revenir à la raison. ■

BENJAMIN KÖNIG